

La production laitière franc-comtoise mieux valorisée qu'ailleurs mais peu rémunératrice

Les exploitations laitières franc-comtoises dégagent un revenu relativement faible comparé à d'autres régions. Elles mobilisent une surface agricole plus importante et pratiquent un système extensif, avec des prairies naturelles étendues et une surface en maïs fourrage très limitée. Le troupeau régional est relativement petit, la production par animal plutôt moindre qu'ailleurs mais le prix du lait payé aux producteurs est un des plus élevés. Le montant des charges d'approvisionnement est assez bien maîtrisé et les subventions importantes.

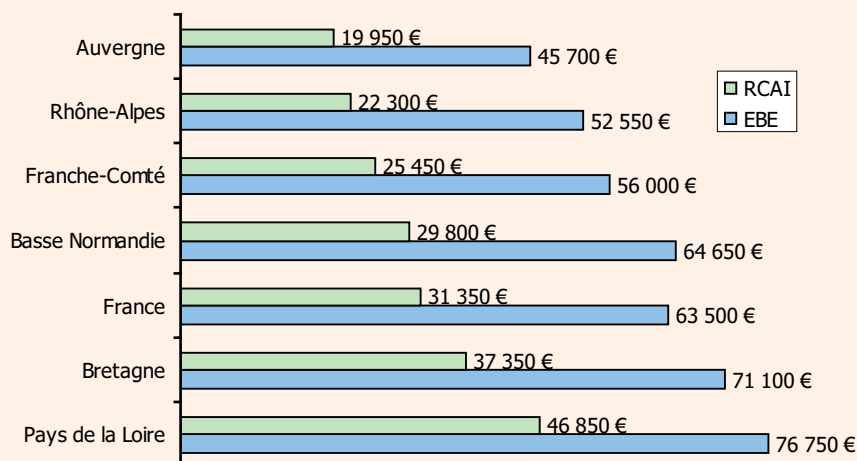
Avec 424 millions d'euros, la production laitière représente 37% de la valeur de la production agricole franc-comtoise. Cette production s'appuie sur un troupeau de 203 000 vaches laitières regroupées dans 4 700 exploitations, dont 3 750 spécialisées dans l'élevage bovins laitiers. La Franche-Comté se place ainsi au 6^{ème} rang des régions française pour sa production de lait. Le bon positionnement de ce système de production au niveau régional comme au niveau national ne se traduit cependant pas toujours dans ses résultats économiques.

Qu'il s'agisse de l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE), indicateur essentiel pour mesurer l'efficacité écono-

mique du fonctionnement d'une exploitation, ou du Résultat Courant Avant Impôts (RCAI), les résultats des exploitations franc-comtoises se situent en deçà des moyennes nationales.

En 2008, avec 56 000 €, l'EBE des exploitations laitières de la région est inférieur de 12% à celui de Métropole. Il est cependant plus important qu'en Auvergne ou en Rhône-Alpes (respectivement 45 700 € et 52 600 €), régions présentant des similitudes de système de production. Ramené à l'hectare de SAU, l'EBE positionne la Franche-Comté en queue de peloton des régions étudiées (606 € contre 864 € en France).

Des résultats franc-comtois inférieurs aux moyennes nationales



Source : SSP- RICA 2008

Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la Forêt

De son côté, le revenu dégagé par les exploitations laitières franc-comtoises est de 25 500 €, en deçà du revenu national qui s'élève à 31 300 €. Le RCAI moyen par exploitation de la Franche-Comté représente à peine plus de la moitié de celui obtenu en Pays de la Loire qui affiche les meilleurs résultats économiques. Il reste cependant plus important qu'en Auvergne et en Rhône-Alpes.

Si l'on rapporte le RCAI au nombre d'actifs non salariés, la hiérarchie entre les régions reste identique même si les différences s'atténuent. En effet, les exploitations franc-comtoises et auvergnates sont de petite taille avec, en moyenne, 1,5 actif non salarié par exploitation (contre 1,6 au niveau national et 1,8 en Pays de la Loire). Le RCAI par UTANS s'élève ainsi à 16 750 € en Franche-Comté contre 19 600 € en Métropole.

Les exploitations franc-comtoises basées sur un système extensif

Les exploitations laitières franc-comtoises mobilisent une surface agricole de plus de 90 ha, nettement supérieure à celle des autres régions (de 64 ha en Bretagne à 76 ha en Basse-Normandie). En effet, la production herbagère est beaucoup moins intensive que sur l'ensemble du territoire métropolitain. Les prairies naturelles occupent une part conséquente de la surface fourragère principale, près de 90% contre à peine la moitié en moyenne nationale. À l'inverse, la production de maïs fourrage, peu adaptée aux zones d'altitudes et contrainte par le cahier des charges de la production sous AOP, est très limitée avec cinq fois moins de surfaces qu'au niveau métropolitain et sept fois moins qu'en Bretagne, par exemple.

Les exploitations franc-comtoises comptent environ 41 vaches laitières, troupeau proche de celui de l'Auvergne mais en dessous de la moyenne nationale (46 vaches). La différence ne s'atténue pas si l'on considère le troupeau laitier dans son ensemble, c'est-à-dire avec les animaux destinés au renouvellement. La Franche-Comté compte une peu plus de 76 unités gros bovins (UGB) (cf. définitions page 4) contre près de 84 en France. Encore plus qu'en Auvergne et Rhône-Alpes, la région confirme son orientation vers un système extensif. Le nombre d'UGB par hectare de Surface Fourragère Principale (SFP) est le plus faible (0,9 UGB par ha contre 1,4 en France).

Parallèlement, avec 5 500 litres de lait, le rendement moyen par vache est assez faible en Franche-Comté. Par comparaison, les vaches bretonnes et ligériennes produisent annuellement plus de 1 100 litres supplémentaires. Conjugée à la taille modérée du troupeau, cette relativement faible lactation par vache conduit à une production moyenne de lait par exploitation de 228 800 litres. Cette production, bien qu'inférieure de 18% à la moyenne nationale, est cependant plus élevée qu'en Rhône-Alpes (200 400 litres) et plus encore qu'en Auvergne (194 100 litres).

Une bonne valorisation du lait liée à l'existence d'AOP

A l'exception de l'Auvergne, les régions bénéficiant d'AOP fromagères enregistrent un prix du litre de lait supérieur à 37 centimes. La Franche-Comté et Rhône-Alpes enregistrent les prix payés par les laiteries les plus élevés (38 centimes d'euro par litre). La richesse du lait contribue égale-

Les principales régions laitières

Les régions choisies pour comparer le système laitier franc-comtois ont toutes une spécialisation laitière importante. La Bretagne, la Basse-Normandie et les Pays de la Loire sont les trois premières régions productrices de lait. La Bretagne et les Pays de la Loire ont toutefois la particularité de ne pas posséder d'appellation d'origine protégée (AOP).

Rhône-Alpes et l'Auvergne sont des régions similaires à la Franche-Comté. Elles possèdent des exploitations situées en plaine et en montagne et bénéficient de systèmes d'exploitation assez extensifs avec des productions en appellation d'origine protégée.

L'ensemble de ces régions et la Franche-Comté regroupent les trois quarts de la production laitière des exploitations françaises spécialisées en élevage bovins laitiers.

ment à cette bonne valorisation : le taux butyreux du lait franc-comtois est le plus bas (39,3 g/litre contre 41,4 en métropole) et le taux de matière protéique est parmi les plus élevés (33,4 g/litre contre 33,2). Cependant, cette bonne valorisation du lait via essentiellement la production de fromages sous AOP ne permet pas de compenser totalement les faibles volumes.

Compte tenu de ces paramètres, les exploitations laitières franc-comtoises obtiennent, en 2008, un produit de l'exercice évalué à 112 000 € par exploitation, soit 80% du produit d'une exploitation moyenne française. Il est en retrait de 30% sur la valeur de la

Données de structure

	Franche-Comté	Rhône-Alpes	Auvergne	Basse-Normandie	Bretagne	Pays de la Loire	France
SAU moyenne (ha)	92,5	70,4	67,3	75,8	64,0	75,1	73,5
SFP (ha)	84,3	58,5	60,0	63,8	47,9	58,4	59,1
dont Surface Toujours en Herbe (ha)	75,6	37,2	44,3	40,3	1,9	11,3	29,1
dont superficie en maïs fourrager (ha)	2,5	5,1	3,4	17,8	18,0	16,0	12,4
UGB bovins (nombre d'animaux)	76,2	65,5	65,7	101,2	82,7	88,2	83,6
UGB bovins par ha de SFP	0,9	1,1	1,1	1,6	1,7	1,5	1,4
Nombre de vaches laitières	41,4	39,0	40,3	51,2	47,8	46,1	46,2
Rendement moyen de lait par vache (litres)	5 530	5 140	4 820	5 920	6 750	6 670	6 050
Production moyenne de lait par exploitation (litres)	228 800	200 400	194 100	303 000	322 600	307 300	279 400
Prix du litre de lait (€/litre)	0,38	0,38	0,35	0,37	0,35	0,36	0,36

Source : SSP - RICA 2008

Données économiques

en €	Franche-Comté	Rhône-Alpes	Auvergne	Basse-Normandie	Bretagne	Pays de la Loire	France
Production de l'exercice	112 050	110 900	91 400	153 650	159 500	162 450	141 100
<i>dont produit brut lait</i>	85 100	74 300	67 450	108 800	110 050	108 950	98 550
Subventions d'exploitation	24 550	24 050	23 550	26 250	25 500	27 950	26 250
Charges d'approvisionnement	39 900	41 200	35 600	57 950	52 050	54 000	50 950
<i>dont charges d'aliments</i>	21 300	19 000	18 800	26 850	21 000	22 600	23 500
Charges d'aliments par UGB Bovins	280	290	286	265	254	256	281
Excédent Brut d'Exploitation	56 000	52 550	45 700	64 650	71 100	76 750	63 500
Dotation aux amortissements	27 950	27 750	24 300	29 250	28 350	25 450	28 050
<i>dont amortissement bâtiments</i>	10 200	12 300	6 900	11 850	11 450	9 900	11 050
<i>dont amortissement matériel</i>	17 550	14 800	16 650	16 750	16 000	13 600	16 050
Taux d'endettement (%)	33,3%	30,8%	26,8%	43,2%	43,2%	39,2%	37,7%
RCAI	25 450	22 300	19 950	29 800	37 350	46 850	31 350
RCAI par UTANS	16 750	13 750	13 750	19 100	22 900	26 500	19 600
Evolution du RCAI par UTANS (%)	+ 6,9%	- 20,9%	+ 18,2%	- 17,3%	- 12,9%	- 2,4%	- 9,4%

Source : SSP - RICA 2008

production ligérienne mais supérieur de plus de 20% à celle de l'Auvergne.

Des charges d'approvisionnement maîtrisées

Autre paramètre déterminant dans la formation du revenu, les charges d'approvisionnement des exploitations laitières de la région se montent à 39 900 €, soit 11 000 € de moins qu'au niveau national. Ainsi, pour produire un litre de lait, les exploitants franc-comtois dépensent 17,4 centimes d'euro. L'éleveur laitier français en dépense 18,2. Le montant moyen franc-comtois fait partie des plus faibles.

De part la structure des exploitations franc-comtoises, les exploitants de la région dépensent peu pour l'achat d'engrais, de semences ou de produits phytosanitaires. De ce fait, plus de la moitié des charges d'approvisionnement est constituée par l'achat d'aliments pour les bovins. Cette proportion est supérieure de sept points à la moyenne française. Pour nourrir une tête d'UGB bovins, l'éleveur franc-comtois dépense 280 €, le Rhônalpin

290 € et le Breton 254 €.

L'exploitation franc-comtoise affiche une dotation globale aux amortissements de 28 000 €, proche du niveau national. Ramené au litre de lait, ce ratio traduit cependant un effort d'investissement assez marqué et place la Franche-Comté en troisième position après Rhône-Alpes et l'Auvergne. Les éleveurs franc-comtois et auvergnats se distinguent de ceux des autres régions en investissant relativement plus dans le matériel que dans les constructions et installations spécialisées telles que les équipements en salle de traite.

Une forte dépendance aux aides

Avec un montant de 24 500 €, en dessous de la moyenne française, les subventions allouées aux éleveurs franc-comtois représentent 96% du RCAI. Ces subventions incluent essentiellement les DPU, les indemnités destinées à compenser les handicaps naturels (ICHN) et la prime herbagère agroenvironnementale (PHAE). Si le montant des DPU est relativement faible comparé aux au-

tres régions, le montant de l'ICHN représente plus du double de la moyenne nationale et le montant de la PHAE est six fois plus important.

Rapportées au litre de lait, les subventions sont moins importantes qu'en Rhône-Alpes et en Auvergne. Ainsi, les exploitants rhônalpins et auvergnats perçoivent 12 centimes d'euro, les franc-comtois 10,7 centimes d'euro. En moyenne, les exploitants français perçoivent 9,4 centimes d'euro par litre. Comparées au montant des charges d'approvisionnement nécessaires pour produire un litre de lait, les subventions couvrent 61% de ces charges contre 52% en moyenne nationale.

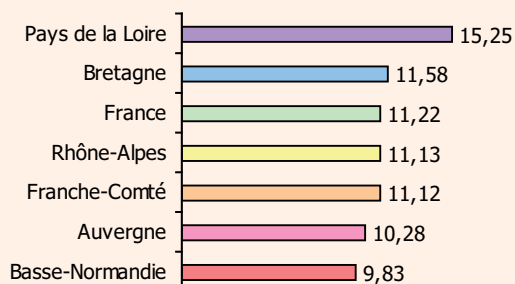
Les emprunts des exploitations franc-comtoises atteignent 107 000 € en 2008, soit 18% moins qu'au niveau national. Le taux d'endettement global (rapport entre le montant des dettes et l'ensemble du passif) permet de mesurer la solvabilité des exploitations. Il s'établit à 33,3% dans la région, soit 4,4 points en dessous du niveau français. ■

Des évolutions du revenu fortement liées au prix du lait

Alors qu'au niveau national, le RCAI par UTANS des exploitations laitières diminue de plus de 9% en 2008, celui des éleveurs de la région progresse de 7%. À l'exception de l'Auvergne, les autres régions laitières enregistrent une baisse de leur revenu (de - 2% en Pays de la Loire à - 21% en Rhône-Alpes).

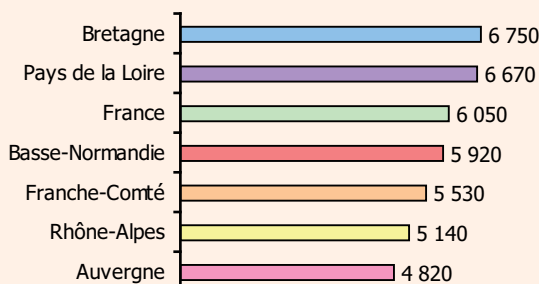
Majoritairement destinée aux productions sous AOP, la production laitière franc-comtoise globale a été épargnée par la chute du prix du lait « conventionnel ». Après une très forte hausse en 2007 et au premier trimestre 2008, le prix du lait « conventionnel » a fortement diminué. Celui-ci, habituellement plus élevé en fin d'année qu'en début d'année, est en baisse fin 2008. Au contraire, le prix du lait destiné aux productions sous AOP continue de progresser.

RCAI par litre de lait (cts d'€/litre)



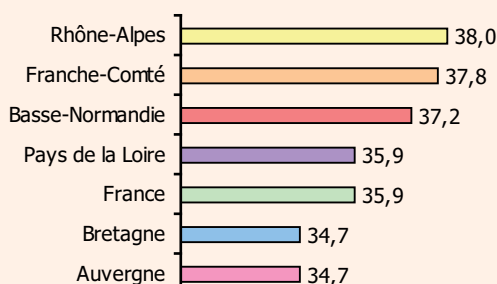
Source : SSP- RICA 2008

Rendement moyen de lait par vache (litres)



Source : SSP- RICA 2008

Prix du litre de lait (cts d'€/litre)



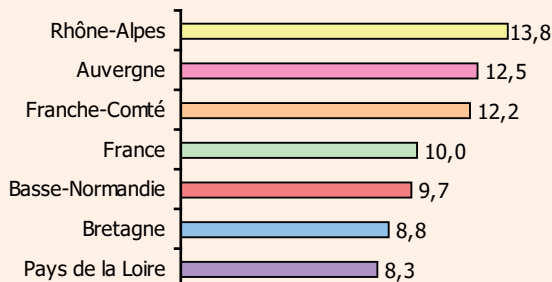
Source : SSP- RICA 2008

Charges d'approvisionnement par litre de lait (cts d'€/litre)



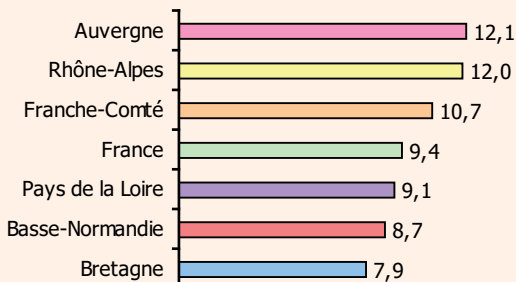
Source : SSP- RICA 2008

Dotation aux amortissements par litre de lait (cts d'€/litre)



Source : SSP- RICA 2008

Subventions d'exploitation par litre de lait (cts d'€/litre)



Source : SSP- RICA 2008

Définitions

Le résultat courant avant impôts (RCAI) est égal à la somme de la production et des subventions de laquelle sont déduits les consommations intermédiaires, les charges de personnel, des impôts et taxes divers et les dotations aux amortissements.

L'excédent brut d'exploitation (EBE) est le solde généré par l'activité courante de l'entreprise sans prendre en compte sa politique d'investissement et sa gestion financière. Cet indicateur donne une vision objective de l'entreprise et permet de déterminer la rentabilité de son exploitation courante.

La production de l'exercice représente la valeur de ce que l'exploitation a produit au cours de l'exercice. Cela comprend la production vendue, la production stockée, les autoconsommations mais aussi les produits issus de la production immobilisée, des travaux à façon, de l'agrotourisme...

Les charges d'exploitation comprennent les charges d'approvisionnement et les charges de structure. Les charges d'approvisionnement regroupent les engrais et amendements, les semences et plants, les produits phytosanitaires, les aliments du bétail, les produits vétérinaires, les combustibles, carburants et lubrifiants ainsi que les fournitures et emballages. Les charges de structure comprennent, entre autres, les loyers et fermages, les dépenses de petit matériel, l'entretien, les assurances et honoraires mais également les charges de personnel et les dotations aux amortissement.

L'UGB (Unité Gros Bétail) est une unité employée pour pouvoir comparer ou agréger des effectifs d'animaux d'espèces ou de catégories différentes.

Par exemple :

1 vache = 1 UGB

1 veau de boucherie ou une truie = 0,5 UGB

1 brebis = 0,15 UGB

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
Service de l'Information Statistique et Économique
191 rue de Belfort - Immeuble Orion -
25043 Besançon Cedex
Tél : 03.81.47.75.50 - Fax : 03.81.47.75.05
Pour en savoir plus : site internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directeur : P. WERHLÉ

Directeur de la publication : D. CLERGET

Rédaction : C. GUICHARD

Composition : M.C. PETIT-MAIRE

Impression : DRAAF

Dépôt légal : à parution ISSN : 0246-1803 Prix : 4,50 Euros



2008 : une année de hausse pour les exploitations laitières

Entre 2007 et 2008, le résultat courant avant impôt des exploitations non viticoles de Franche-Comté diminue de 9%. La situation est toutefois très différente selon les secteurs d'activité. Les exploitations spécialisées dans les grandes cultures sont pénalisées par la chute des cours. Leur revenu diminue de 20% et retrouve son niveau de 2006. A l'inverse, le revenu des éleveurs laitiers progresse de 7%. Les résultats de 2009 seront vraisemblablement plus moroses.

Le résultat courant avant impôts (RCAI - cf. définitions page suivante) des exploitations professionnelles non viticoles de Franche-Comté s'établit à 25 400 € en 2008, en diminution de 9% par rapport à 2007. Il retrouve ainsi son niveau de 2003. Cette baisse du revenu est plus modérée qu'au niveau national (- 21%) mais il reste toutefois inférieur au RCAI métropolitain qui s'élève à 31 000 €. Si l'on rapporte le RCAI au nombre d'actifs non salariés, le revenu agricole régional s'élève à 17 000 € contre 21 400 € en moyenne au niveau national.

La baisse du prix des céréales pénalise les céréaliers

Contrairement aux années passées, les exploitations spécialisées dans les grandes cultures enregistrent une forte baisse de leur revenu. Entre 2007 et 2008, le RCAI par actif non salarié de ces exploitations diminue de près de 20%. Il reste cependant élevé avec, en moyenne, 26 200 € en 2008. Les ren-

dements élevés et la suppression des jachères – qui a contribué à l'extension des surfaces ensemencées – ont permis des récoltes abondantes. Cela n'a toutefois pas suffi à compenser la baisse du prix des céréales et l'alourdissement des charges en engrais et en énergie.

A l'inverse, l'année 2008 a été favorable aux exploitations laitières de la région. Le RCAI par actif non salarié progresse de 7% par rapport à 2007 pour atteindre 16 750 €. La forte hausse des prix des produits laitiers tire le prix du lait vers le haut jusqu'en septembre et permet un accroissement de 8,5% de la valeur de la production des exploitations. Cette hausse contraste avec la baisse du revenu de 9% constatée au niveau national.

Quant aux exploitations associant grandes cultures et élevage, elles pâtissent de la conjoncture défavorable des cultures. Leur revenu moyen par actif non salarié s'élève, en 2008, à

18 600 €, soit une diminution de 24% par rapport à 2007.

Une forte dépendance aux aides

Le montant total des subventions hors indemnités d'assurance régresse légèrement en 2008 (- 1,5%). Il s'élève à 30 900 € par exploitation en moyenne dans la région. Le rapport entre subventions d'exploitation et RCAI ne cesse de progresser et s'élève à 116% en Franche-Comté en 2008 contre 107% au niveau national, ce qui démontre une dépendance croissante aux aides publiques.

Conséquence de la hausse des prix des engrais et de l'énergie, le montant des charges progresse. Les charges d'exploitation atteignent 132 500 € par exploitation, soit une évolution de 8%.

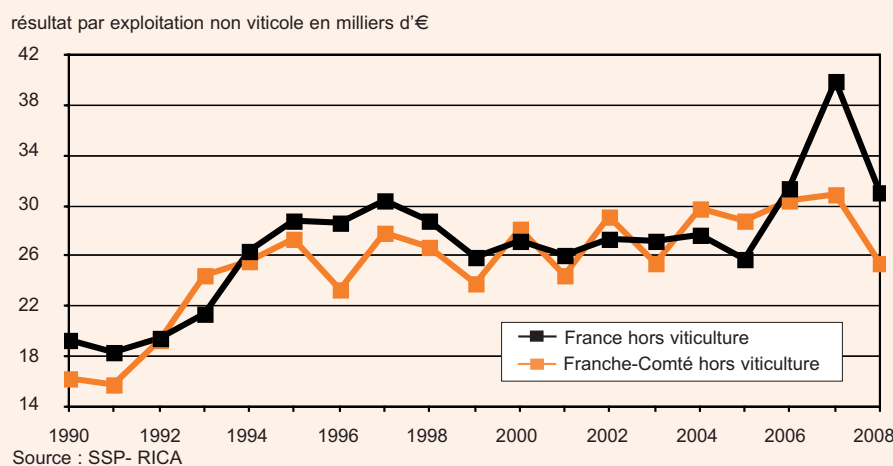
Ralentissement de l'investissement

Après une année 2007 marquée par l'accélération des efforts consentis en matière d'investissement, cet élan s'essouffle en 2008. En effet, l'investissement total reste stable entre 2007 et 2008 et s'élève à 30 600 € par exploitation, en moyenne. Les acquisitions de matériel constituent encore l'essentiel des investissements.

Les exploitations ont continué à emprunter. Leurs dettes s'élèvent ainsi à 128 100 € par exploitation soit une progression de 6% en un an. La trésorerie nette des exploitations, qui permet de rembourser les dettes à court terme, est cependant en hausse et atteint 10 200 €.

Pour 2009, les résultats seront vraisemblablement beaucoup moins favorables. ■

Le résultat franc-comtois retrouve son niveau de 2003



Le RICA

Le réseau d'information comptable agricole (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables et extra-comptables individuelles auprès de 82 000 exploitations dans 25 Etats de l'Union européenne. Réalisée selon des définitions et des règles communes, elle permet de comparer les résultats des différents types d'exploitations par orientation technico-économique. L'échantillon français regroupe 7 466 exploitations en 2008, représentatives des 319 000 exploitations professionnelles d'au moins 12 hectares équivalent-blé et faisant travailler au moins une personne à 75%. En Franche-Comté, l'échantillon est composé de 223 exploitations, issues des quatre centres de gestion départementaux.

Les données présentées ici sont des valeurs moyennes par exploitation et sont hors secteur viticole.

Les évolutions inter-annuelles sont réalisées sur un échantillon constant constitué d'exploitations présentes à la fois en 2007 et 2008. Ces évolutions sont exprimées en valeur courante.

Définitions

Le **résultat courant avant impôts (RCAI)** est égal à la somme de la production et des subventions de laquelle sont déduits les consommations intermédiaires, les charges de personnel, des impôts et taxes divers et les dotations aux amortissements.

Les **charges d'exploitation** comprennent les charges d'approvisionnement et les charges de structure. Les charges d'approvisionnement regroupent les engrais et amendements, les semences et plants, les produits phytosanitaires, les aliments du bétail, les produits vétérinaires, les combustibles, carburants et lubrifiants ainsi que les fournitures et emballages. Les charges de structure comprennent, entre autres, les loyers et fermages, les dépenses de petit matériel, l'entretien, les assurances et honoraires mais également les charges de personnel et les dotations aux amortissements.

Résultats 2008 par exploitation en Franche-Comté

par OTEX	Bovins lait	Grandes cultures et herbivores	Grandes cultures	Franche Comté *	France *
Echantillon RICA	116	35	24	223	7 466
Nombre d'exploitations représentées	3 774	889	599	6 176	318 567
CARACTERISTIQUES GÉNÉRALES					
SAU : Superficie agricole utilisée (en hectares)	92,5	153,4	141,9	103,9	80,9
Effectifs d'animaux (en unité gros bétail)	76,5	109,2	19,9	79,3	74,0
UTA (unités de travail annuel) totales	1,56	2,02	1,33	1,63	1,97
<i>dont non salariées</i>	1,52	1,71	1,23	1,49	1,44
FINANCEMENT ET ÉLÉMENTS DU BILAN (en milliers d'€)					
Fonds de roulement net	59,7	101,1	95,9	74,7	95,4
Autofinancement	21,4	34,7	56,7	25,5	22,9
Actif immobilisé	232,7	325,2	234,0	247,4	240,8
<i>dont capital d'exploitation</i>	213,1	294,7	152,4	218,1	184,9
Actif circulant	87,6	168,2	128,6	112,3	139,0
<i>dont stocks</i>	48,0	102,4	63,0	66,8	86,1
Capitaux propres	213,7	300,5	257,7	233,1	240,4
Endettement total	106,9	193,4	105,2	127,0	140,7
Taux d'endettement (en %)	33,2	39,0	28,2	35,1	36,9
SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION (en milliers d'€)					
Production de l'exercice nette des achats d'animaux	112,1	198,7	154,0	131,3	156,2
+ rabais, remises, ristournes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3
- charges d'approvisionnement	39,9	83,0	73,2	50,9	59,1
- autres achats, charges externes	30,8	64,9	37,2	37,0	41,0
= Valeur ajoutée hors fermage	41,5	51,0	43,6	43,5	56,4
+ subventions d'exploitation	24,5	48,3	44,1	30,0	29,6
+ indemnités d'assurances	0,5	1,2	0,5	0,7	1,3
- loyers et fermages	8,9	16,4	11,9	10,1	11,0
- impôts et taxes	1,0	1,9	2,4	1,4	1,9
- charges de personnel	0,7	5,3	2,1	2,6	10,7
= Excédent brut d'exploitation	56,0	76,8	71,8	60,1	63,7
+ transferts de charges et autres produits de gestion courante	0,1	0,1	0,7	0,2	0,3
- dotations aux amortissements	28,0	40,0	36,8	30,4	27,1
= Résultat d'exploitation	28,2	36,9	35,7	29,9	36,9
+ produits financiers	0,2	0,7	1,2	0,4	0,5
- charges financières	2,9	5,7	4,7	3,9	4,9
= Résultat courant avant impôts	25,4	31,9	32,2	26,5	32,5

* y compris viticulture

Source : SSP - RICA 2008

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
Service de l'Information Statistique et Économique

191 rue de Belfort - Immeuble Orion -

25043 Besançon Cedex

Tél : 03.81.47.75.50 - Fax : 03.81.47.75.05

Pour en savoir plus : site internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directeur : P. WERHLÉ

Directeur de la publication : D. CLERGET

Rédaction : C. GUICHARD

Composition : M.C. PETIT-MAIRE

Impression : DRAAF

Dépôt légal : à parution ISSN : 0246-1803 Prix : 4,50 Euros

